

CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE L'ÉTABLISSEMENT EXPERIMENTAL
UNIVERSITE COTE D'AZUR

SEANCE DU 15 MARS 2022

DELIBERATION N° 2022-039

Objet : Modification de la délégation de pouvoir du Conseil d'administration de l'établissement expérimental Université Côte d'Azur au Président.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'ÉTABLISSEMENT EXPERIMENTAL UNIVERSITE CÔTE D'AZUR

Vu le Code de l'Éducation ;

Vu le décret n°2019-785 du 25 juillet 2019 portant création d'Université Côte d'Azur et approbation de ses statuts et notamment son article 44 ;

Vu l'ordonnance n°2018-1131 du 12 décembre 2018 relative à l'expérimentation de nouvelles formes de rapprochement, de regroupement ou de fusion des établissements d'enseignement supérieur et de recherche ;

Vu le règlement intérieur d'Université Côte d'Azur ;

Vu la délibération n°2020-01 du 9 janvier 2020 du Conseil d'Administration d'Université Côte d'Azur portant élection de M. Jeanick BRISSWALTER en qualité de Président d'Université Côte d'Azur ;

Vu l'arrêté n°149-2020 du 3 février 2020 portant délégation de signature du Président d'Université Côte d'Azur à M. Marc DALLOZ, Vice-président du Conseil d'Administration d'Université Côte d'Azur ;

Vu la délibération n°2020-09 du 30 janvier 2020 relative à la délégation de pouvoir du Conseil d'administration de l'établissement expérimental Université Côte d'Azur au Président ;

Vu la délibération n°2020-138 du 17 décembre 2020 relative à la modification de la délégation de pouvoir du Conseil d'administration de l'établissement expérimental Université Côte d'Azur au Président ;

Vu la délibération n°2021-084 du 8 juillet 2021 relative à la modification de la délégation de pouvoir du Conseil d'administration de l'établissement expérimental Université Côte d'Azur au Président ;

Vu l'ensemble des pièces transmises aux membres ;

Entendu l'exposé de Mme Anne NAVARRO, Directrice Générale des Services adjointe, Finances, Moyens et Pilotage ;

Considérant que, en vertu de l'article 44 du décret n°2019-785 du 25 juillet 2019 portant création d'Université Côte d'Azur et approbation de ses statuts le conseil d'administration détermine la politique générale d'Université Côte d'Azur et fixe sa stratégie. A ce titre :

1° Il approuve le contrat pluriannuel d'établissement, après avis du comité de pilotage ;

2° Il vote le budget après avis du comité de pilotage et approuve les comptes ;

3° Il vote la lettre d'orientation budgétaire ;

4° Il vote la stratégie globale d'Université Côte d'Azur, après avis du comité de pilotage ;

5° Il adopte l'offre de formation de l'établissement dans le cadre de la demande d'accréditation mentionnée à l'article L. 613-1 du Code de l'éducation, les capacités d'accueil et les modalités d'admission dans les formations d'Université Côte d'Azur ainsi que les tarifs relatifs aux diplômes d'établissement et à la formation continue ;

6° Il adopte le règlement intérieur après avis du comité de pilotage et, le cas échéant, après avis de chaque établissement-composante ou établissement associé faisant l'objet d'une disposition particulière, dans les conditions fixées par l'article L. 711-7 du Code de l'éducation ;

7° Il approuve, sous réserve des conditions particulières fixées par décret, les emprunts, les prises de participation, les créations de filiales et de fondations, l'acceptation de dons et legs et les acquisitions et cessions immobilières, après avis du comité de pilotage ;

8° Il approuve, dans les conditions fixées par l'article L. 711-7 du Code de l'éducation et après avis du comité de pilotage, toute modification des statuts, y compris celles relatives à l'intégration de nouveaux organismes ou établissements à Université Côte d'Azur, aux modalités de retrait d'un organisme ou établissement ou à l'exclusion d'un organisme ou d'un établissement ;

9° Il approuve, après avis du comité de pilotage, les conditions dans lesquelles les établissements composantes et les établissements associés peuvent transférer des compétences ou en déléguer l'exercice à Université Côte d'Azur, ainsi que les conditions dans lesquelles Université Côte d'Azur peut déléguer à un ou plusieurs de ces établissements l'exercice d'une ou plusieurs de ses compétences ;

10° Il adopte, sur proposition du président à l'issue du dialogue de gestion des ressources humaines et financières en comité de pilotage, la programmation pluriannuelle des recrutements ;

11° Il adopte les conditions générales de recrutement et d'emploi des personnels d'Université Côte d'Azur, et notamment des agents contractuels ;

12° Il adopte la charte de recrutement des enseignants-chercheurs, chercheurs, enseignants et ingénieurs, qui promeut l'évaluation externe et la transparence des procédures, ainsi que le recours à des personnalités extérieures à Université Côte d'Azur dans la composition des jurys de concours des membres dans le respect des règles statutaires applicables ;

13° Il approuve les contrats, accords et conventions signés par le président d'Université Côte d'Azur et la signature des partenariats nationaux et internationaux ;

14° Il autorise le président à engager toute action en justice ;

15° Il approuve le rapport annuel d'activité, qui comprend un bilan et un projet, présenté par le président ;

16° Il approuve le bilan social présenté chaque année par le président, après avis du comité technique mentionné à l'article L. 951-1-1 du Code de l'éducation. Ce bilan présente l'évolution de l'équilibre entre les emplois de titulaires et de contractuels et les actions entreprises en faveur de la résorption de la précarité au sein des personnels de l'établissement. Les données et résultats de ce bilan sont examinés au regard des objectifs de gestion prévisionnelle des ressources humaines précisés par le contrat mentionné à l'article L. 711-1 du même Code ;

17° Il délibère sur toutes les questions que lui soumet le président ;

18° Il adopte le schéma directeur pluriannuel en matière de politique du handicap. Chaque année, le président présente au conseil d'administration un rapport d'exécution de ce schéma, assorti d'indicateurs de résultats et de suivi.

Le conseil d'administration peut déléguer certaines de ses attributions au président, à l'exception de celles mentionnées aux 1°, 2°, 4°, 5°, 6°, 7°, 8° et 14° à 17°. Celui-ci rend compte, dans les meilleurs délais, au conseil d'administration des décisions prises en vertu de cette délégation.

Toutefois, le conseil d'administration peut, dans le respect des dispositions relatives au régime financier des établissements publics à caractère scientifique, culturel ou professionnel, déléguer au président le pouvoir d'adopter les budgets rectificatifs.

Article 1

Le Conseil d'administration décide de modifier la délégation de pouvoir consentie à Monsieur Jeanick BRISSWALTER, Président de l'établissement expérimental Université Côte d'Azur, telle qu'annexée à la présente délibération.

Article 2

Le Président rend compte au Conseil d'administration dans les meilleurs délais des décisions prises en vertu de cette délégation.

Article 3

La présente délibération ne fait pas obstacle à ce que le Président d'UCA puisse déléguer dans ces domaines sa signature dans les conditions prévues au dernier alinéa de l'article 34 des statuts de l'établissement expérimental Université Côte d'Azur susvisés.

Article 4

La délégation de pouvoir prend effet à compter de l'acquisition de son caractère exécutoire et opposable, et ce jusqu'à la fin du mandat du Président de l'établissement expérimental Université Côte d'Azur actuellement en exercice.

Article 5

Le Directeur général des services et l'Agent comptable de l'établissement expérimental Université Côte d'Azur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

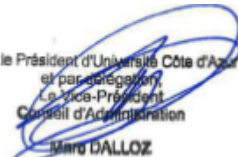
Cette délibération est adoptée à l'unanimité des voix.

Membres en exercice : 40

Quorum : 21

Membres présents et représentés : **30**

Fait à Nice, le 15 mars 2022


Pour le Président d'Université Côte d'Azur
et par délégation,
Le Vice-Président
Conseil d'Administration
Miro DALLOZ

CLASSEE AU REGISTRE DES ACTES SOUS LA REFERENCE : **2022-039**
TRANSMISE AU RECTEUR, CHANCELIER DES UNIVERSITES LE : 28 MARS 2022
PUBLIEE SUR LE SITE INTERNET D'UNIVERSITE COTE D'AZUR LE :

MODALITES DE RECOURS CONTRE LA PRESENTE DELIBERATION :

En application de l'article R. 421-1 du code de Justice administrative, le Tribunal administratif peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération, et ce dans les deux mois à partir du jour de sa publication et de sa transmission au Recteur, en cas de délibération à caractère réglementaire.

ANNEXE

DELEGATION DE POUVOIR DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'ÉTABLISSEMENT EXPERIMENTAL UNIVERSITE CÔTE D'AZUR AU PRESIDENT

Le conseil d'administration délègue ses pouvoirs au Président de l'établissement expérimental Université Côte d'Azur pour tous les actes se rapportant aux domaines suivants, conformément aux dispositions de l'article 44 des statuts d'UCA susvisés :

1. Approbation des contrats et conventions

Le Président reçoit délégation de pouvoir pour approuver les conventions et contrats sous réserve des précisions suivantes :

1.1 Contrat d'établissement et convention de site

Sont exclus de la présente délégation le contrat pluriannuel d'établissement ainsi que la convention de site.

1.2 Marchés publics

1.2.1 Marchés publics de travaux : sont exclus de la présente délégation les marchés publics de travaux passés pour un montant supérieur ou égal à 5 350 000€ hors taxes à l'exception du marché de travaux suivant, pour lequel le Conseil d'administration donne délégation de pouvoir au Président concernant :

- La passation et l'exécution du marché global de performance relatif aux campus universitaires Trotabas, Valrose, Carlone et STAPS publié au BOAMP le 15 février 2021 sous la référence n°2021 046 ainsi qu'au JOUE le 17 février 2021 sous la référence n°2021/S033-081257, pour une valeur totale estimée à 45 000 000€ hors taxes.

1.2.2 Marchés publics de fournitures et/ou de services : sont exclus de la présente délégation les marchés publics de fournitures et/ou de services passés pour un montant supérieur ou égal à 2 000 000€ hors taxes.

1.3 Recherche

Sont exclues de la présente délégation les conventions ayant pour objet les prises de participation, les créations de filiales et de fondations.

1.4 Patrimoine

Sont exclus de la présente délégation les contrats ou conventions portant acquisitions et cessions immobilières.

1.5 Conventions de subventions

1.5.1 Le Président reçoit délégation de pouvoirs pour approuver les demandes de subventions auprès de personnes morales ou physiques, privées ou publiques, notamment dans le cadre des relations de l'établissement avec les collectivités territoriales, les instances européennes et ses partenaires externes;

1.5.2 Le Président reçoit délégation de pouvoirs pour approuver les attributions de subventions au profit de personnes physiques ou morales, privées ou publiques, inférieures à 100 000€.

2. Transactions

Le Conseil d'Administration délègue ses pouvoirs en matière de transaction pour les litiges de toute nature dans la limite d'un montant de 30 000€.

3. Domaine financier

3.1 : Tarifs

Le Conseil d'administration délègue ses pouvoirs au Président en matière de fixation des tarifs unitaires dans la limite d'un montant égal à 3 000€ hors taxes.

Sont exclus du champ de la présente délégation, les tarifs correspondants aux droits d'inscription aux formations de l'établissement.

3.2 : Les remises gracieuses et admissions en non-valeur

Le Conseil d'administration délègue ses pouvoirs au Président d'UCA pour décider de remises gracieuses et admissions en non-valeur pour un montant maximum de 10 000€ hors taxes.

3.3 : Sortie d'inventaire de biens mobiliers

Le Conseil d'administration délègue ses pouvoirs au Président d'UCA pour décider des sorties d'inventaire de biens mobiliers pour les biens d'une valeur nette comptable d'un montant hors taxes inférieur à 10 000€.

3.4 : Attributions de prix

Le Conseil d'administration délègue ses pouvoirs au Président d'UCA pour approuver les modalités de remise de prix et les décisions de remise de prix, financiers ou non, aux lauréats de concours organisés par l'établissement, pour un montant inférieur à 2000€ par bénéficiaire.

3.5 : Rabais, remises, ristournes

Le Conseil d'administration délègue ses pouvoirs au Président d'UCA pour l'attribution de rabais, remises, ristournes accordées à des fins commerciales d'un montant qui n'excède pas 1 000€ hors taxes par objet.

3.6 : Action sociale

Le Conseil d'administration délègue ses pouvoirs au Président d'UCA pour l'attribution de bons d'achats alimentaires dans le cadre de l'action sociale aux personnels de l'établissement sur proposition du vice-Président délégué aux Ressources humaines.

3.7 Autorisation d'achat de cadeaux, décorations, insignes, médailles par l'établissement

Le Conseil d'administration délègue ses pouvoirs au Président d'UCA pour décider de la prise en charge, sur le budget l'établissement, de dépenses de cadeaux, décorations, fleurs ou autres achats au profit de personnalités extérieures, de personnels ou d'étudiants d'UCA ayant contribué aux missions de service public au sein de l'établissement, lors de départ en retraite, promotion ou évènement particulier. Le montant maximum d'une telle dépense est fixé à 150€ hors taxes par bénéficiaire et par manifestation. La demande de mise en paiement sera accompagnée de la décision correspondante du Président.

3.8 Modalités et rétributions des participants aux expérimentations organisées par les structures de l'établissement

Le Conseil d'administration délègue ses pouvoirs au Président d'UCA pour décider la fixation des modalités et rétributions des sujets participant aux expérimentations menées par les structures de l'établissement. L'enveloppe maximale par expérimentation est de 10 000€ hors taxes et le montant de rétribution individuel maximal par sujet est de 500€ hors taxes, que ce soit en numéraire ou en avantage en nature (bon d'achat, cadeau, ...). La demande de décision doit être accompagnée de l'avis favorable du Comité d'Ethique et de la Recherche sur les modalités d'exécution de l'expérimentation. La demande de mise en paiement sera accompagnée de la décision correspondante du Président.